



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 20/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIÈRES DU SUD-OUEST SAS**

avenue du Père Daniel Brottier  
31600 Muret

Références : SV/2024-1116  
Code AIOT : 0006801895

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CARRIÈRES DU SUD-OUEST SAS implanté Le Ramie et la Cote 82250 Laguépie. L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (visite annuelle) et dans celui de la vérification du respect d'arrêtés de mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES DU SUD-OUEST SAS
- Le Ramie et la Cote 82250 Laguépie
- Code AIOT : 0006801895

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2008. L'autorisation est valable jusqu'au 10 janvier 2038. La superficie totale est d'environ 15 ha. La production moyenne annuelle n'excède pas 40 000 tonnes. Pour des chantiers spécifiques à durée limitée, le rythme de production peut être équivalent à une production annuelle de 60 000 tonnes. L'exploitation de roches amphiboles se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans divers chantiers de travaux routiers. Depuis 2022, l'exploitant a remplacé les installations tertiaires par une nouvelle installation (groupe mobile fixe) et a amélioré le système d'abattage des poussières équipant cette installation.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit formaliser sur son plan de circulation l'emplacement de l'aire de bâchage. Par ailleurs, il doit mettre en place une clôture au Sud-Ouest des installations tertiaires sur un linéaire d'environ 200 mètres.

Enfin, l'exploitant devra vérifier la présence de bornes au droit de la parcelle où sont installées les installations tertiaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Les bords des excavations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	PC5 – Emissaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
				corrective	
7	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Poussières	AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Installation de traitement des eaux	AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Limites exploitable	AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	PC4 –Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Conditions d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 3	/	Sans objet
11	Rejet eaux de ruissellement	AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 1	/	Sans objet
13	Fronts	AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a amélioré sa gestion au quotidien de l'exploitation de la carrière. Une attention particulière doit être portée sur le nettoyage de la route départementale au droit de l'entrée de la carrière du fait de la présence de boue lors de conditions météorologiques défavorables.

L'exploitant doit continuer d'améliorer ses aménagements (collecte des eaux pluviales, aire de ravitaillement, clôture, entretien des bornes) pour pouvoir exploiter le site conformément à la réglementation et à son arrêté préfectoral d'autorisation et afin de pouvoir lever totalement les arrêtés de mise en demeure contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Les bords des excavations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les bords des excavations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>14.1. Exploitations à ciel ouvert :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant précise que la rétrocession au Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne est en cours de finalisation, et que la commission de juillet 2024 a validé ce projet.</p> <p>L'exploitant précise qu'une demande d'ajustement du périmètre ICPE de l'Arrêté Préfectoral sera ensuite envoyée en Préfecture et à la DREAL.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que celui-ci devra déposer un dossier de cessation partielle de ces parcelles et transmettre les trois attestations prévues par les articles R.512-39-1 et suivant du Code de l'environnement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du dossier de cessation partielle d'activité et le nouveau parcellaire de la carrière incluant la division réalisée sur les parcelles longeant la RD958 dans le but d'actualiser la liste des parcelles autorisées.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>18.1. Prévention des pollutions accidentelles :</p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un fossé de drainage à l'entrée de l'aire afin d'éviter aux eaux pluviales d'y pénétrer. Il précise qu'il est toujours en attente de la transmission, par le maçon, du plan des pentes de l'aire.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant les demandes formalisés lors de la dernière visite d'inspection de septembre 2023, et les actions mises en place par l'exploitant ne répondent pas complètement aux demandes formulées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection constate l'absence de caniveau sur trois côtés, et demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de justifier de l'inutilité de ceux-ci du fait de la conception de l'aire en justifiant des pentes mises en place (plan côté, etc)</li> </ul>

- de transmettre et mettre en œuvre un plan d'action pour confiner efficacement une fuite accidentelle (par exemple réalisation de bordures sur le périmètre de cette aire)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : PC4 –Eaux rejetées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions.

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

.Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.

L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des analyses effectuées en date du 13 juin 2024 au seul point de rejet existant.</p> <p>L'inspection constate que les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : PC5 – Emissaires**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions.</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un merlon afin de supprimer le point de rejet vers le milieu naturel détecté lors de la précédente visite d'inspection et non autorisé, et ce afin, de diriger les eaux de ruissellement vers le fond de la carrière.</p> <p>De plus, il précise avoir mis en place une vanne sur le point de rejet vers le milieu naturel (rivière Aveyron) permettant le prélèvement avant rejet au niveau de la pompe de rejet des eaux.</p> <p>L'inspection observe que le point de rejet déclaré a été aménagé afin de permettre un prélèvement par le laboratoire Lab Eau.</p> <p>L'inspection constate l'absence de plan d'eau au niveau du point de rejet vers le milieu naturel, dans la mesure où la zone a été remblayée après extraction. Les eaux pluviales s'infiltrent dans ces remblais. L'exploitant pompe ensuite dans un puits au droit de la zone les eaux d'exhaure et les rejette dans l'Aveyron. Il effectue les mesures dans ce rejet en le comparant aux valeurs limites applicables pour le rejet d'eaux pluviales. L'inspection s'interroge sur la pertinence de ce point de mesure.</p> <p>De plus l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il faut avoir une vigilance sur la circulation des eaux de ruissellement, notamment au niveau de la piste donnant accès à la partie haute, la mise en place d'un caniveau permettrait d'intercepter ces eaux et éviterait que celles-ci en cas de forte précipitation endommagent le merlon mis en place, risquant de créer à nouveau un point de rejet non prévu vers le milieu naturel.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit entretenir le caniveau situé sur la piste d'accès aux installations primaire et secondaire, car des matériaux l'obstruent et réduisent son efficacité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



<p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>justifier de la pertinence de la localisation du point de mesure pour le rejet d'eaux pluviales ou d'en aménager un nouveau,</li> <li>améliorer la gestion des eaux de ruissellement (notamment sur la partie haute du site),</li> <li>entretenir correctement le caniveau présent sur la piste d'accès.</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra son plan d'action et les justificatifs de réalisation des actions correctives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, propreté des installations
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que plusieurs brumisateurs supplémentaires ont été placés sur les tapis de convoyage de matériaux et trémies afin de limiter les envols.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pas pu vérifier l'efficacité de ces nouveaux dispositifs, mais à pu constater que les véhicules sortant de l'installation (camions et véhicules de la carrière) entraînaient le dépôt de boues sur les voies de circulation publique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les véhicules sortant de l'installation ne soient pas à l'origine d'envols de poussières et n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Ce point a fait l'objet d'une mise en</p>

demeure (C.f point n°8).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise avoir mis en place un fossé de drainage en matériaux sur deux cotés de l'aire afin d'éviter aux eaux pluviales extérieures d'y pénétrer. De plus il indique avoir demandé le plan des pentes de l'aire au maçon ayant effectué les travaux, mais qu'il ne les a pas reçu à date (cf point n°4).</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite de terrain, l'inspection constate dans l'atelier situé au niveau des installations tertiaires que certains produits dangereux ne sont pas sur rétention. De plus des contenants ont été détournés de leurs usages initiaux. Enfin le personnel est obligé de marcher</p>

par dessus pour accéder au fond de l'atelier ce qui dépose de la boue à l'intérieur de ceux-ci.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de justifier que tous les produits dangereux sont bien entreposés sur des rétentions d'un volume en adéquation avec le risque à défendre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la norme NFX 43-014 (2017)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.  Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.  En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que le type de jauges utilisé est depuis la précédente inspection des jauges de type "OWEN" équipées d'entonnoir. Les nouvelles jauges ont été mises en place à compter de la campagne d'automne. L'exploitant indique que les jauges ont été enlevées en septembre et qu'il est en attente des résultats.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra les résultats de la campagne de retombée de poussières dans

l'atmosphère dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévenir et limiter les envols de poussières :
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société Carrières du Sud-Ouest est mise en demeure de respecter, sous un délai de 24 heures, les dispositions de l'article 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li> <li>• la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée,</li> <li>• mais que les véhicules sortant de l'installation entraînent toujours des dépôts de poussières ou de boues sur les voies publiques et que l'exploitant n'a toujours pas mis en place des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent pour remédier à ce problème.</li> </ul> <p>L'inspection constate la présence de panneau de dangers avec la mention "Carrière Boue" au niveau de la route départementale de part et d'autre de l'entrée de la carrière.</p> <p>Ce point de la mise en demeure ne peut par conséquent être levé. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est passible de sanction pénale et administrative pour le non respect d'un arrêté de mise en demeure.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dans les plus bref délais les dispositifs adéquats pour éviter que les véhicules sortant de l'installation n'entraînent de dépôt de boue sur les voies publiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Installation de traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société Carrières du Sud-Ouest est mise en demeure de justifier, sous un délai de deux mois, de</p>

la rétention des boues/eaux de la station de recyclage des eaux conformément à l'article n° 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la présence d'un bassin situé à proximité des installations de recyclage des eaux de lavage des matériaux, qui contient des matériaux. L'exploitant précise qu'un agent a déversé par erreur des matériaux dans le bassin. L'inspection rappelle à l'exploitant que le volume disponible doit toujours être en adéquation avec le risque à défendre et défini avec le concepteur de la station de lavage. L'inspection considère que l'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, et proposera de lever ce point dès réception des justificatifs demandés (à savoir le volume minimal de rétention).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier du volume de ce bassin et transmettre les dimensions de celui-ci par rapport au volume de la plus grande cuve de la station de recyclage des eaux de lavage des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Carrières du Sud-Ouest est mise en demeure de porter à la connaissance de Madame la Préfète, sous un délai de cinq mois, la modification des conditions d'exploitation de la carrière conformément à l'article n° 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008-25 du 10 janvier 2008.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé auprès de l'inspection un dossier de modification des conditions d'exploitation en décembre 2021, complété en juin 2023. Ce dossier est en cours de traitement. L'exploitant a donc déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, ce point peut être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Rejet eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité et traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>

La société des Carrières du Sud-Ouest dont le siège social est situé 21 avenue de Canteranne - Parc Canteranne - Bât 2 - 336000 PESSAC, est mise en demeure de respecter sous un délai de 15 jours les articles 23, 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2008-25 du 10 janvier 2008, et les articles 13, 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/ septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières :

- en sécurisant le bassin à boues par une clôture d'une hauteur minimale de 2 m avec mention de la dangerosité de l'ouvrage ;
- en stoppant le rejet direct dans le milieu naturel des eaux ou liquides résiduels, par la remise en service du « déshuileur », ou par la récupération totale des eaux ou liquides résiduels issus de l'aire de ravitaillement et d'entretien en service via un dispositif adapté dont l'efficacité et la maintenance devront être démontrés, et en prévenant de l'absence de pollution du milieu récepteur au niveau de l'émissaire.

**Constats :**

Par courrier du 28 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des photos montrant la mise en place d'une clôture autour du bassin située à la sortie du pont bascule. Un panneautage spécifique a été mis en place sur les barrières mise en place (Interdiction de pénétrer et danger d'enlèvement). Depuis cette transmission, l'exploitant a procédé à la suppression du bassin et le trou a été comblé avec des stériles d'exploitation.

Par ailleurs, l'exploitant a stoppé le rejet direct dans le milieu naturel des eaux au niveau de la nouvelle aire de ravitaillement, en installant un séparateur déshuileur connecté à celle-ci. De plus l'exploitant a fait réaliser des analyses de sol au droit de la zone impactée en date du 13 décembre 2022.

L'inspection consulte les résultats et ceux-ci ne mettent pas en avant d'anomalie (l'ensemble des paramètres sont conformes aux valeurs limites prévues par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'acceptation dans une installation de stockage de déchets inertes). L'exploitant a donc déféré à cet article de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et ce point peut être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Limites exploitable**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 2

**Thème(s) :** Autre, Distance de retrait

**Prescription contrôlée :**

La société des Carrières du Sud-Ouest, est mise en demeure de respecter sous un délai de 2 mois l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° E-2018-145 du 18 juin 2018, en justifiant du respect de la largeur minimale de 10 m horizontale entre le bord d'excavation et en tous points le long de la route départementale 958 dans le respect du périmètre ICPE autorisé.

**Constats :**

Par courrier du 28 octobre 2022, l'exploitant a indiqué que les blocs rocheux positionnés en haut du front de taille longeant la RD958 ont été enlevés.

L'exploitant a précisé avoir pris attache d'un bureau d'étude (Géotechnique GEOBILAN) pour justifier de la stabilité de ces fronts.

De plus, le 23 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan topographique intégrant le recalage de orthophotographie des limites de l'emprise ICPE longeant le RD958.

L'exploitant indique avoir rencontré l'adjoint au chef de la subdivision départementale de Saint-Antonin, (Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne) concernant l'historique de l'entrée de la carrière.

Il résulte que le cadastre est correctement calé par rapport à l'orthophotographie réalisée par drone, c'est la route qui est "rentrée" dans le périmètre ICPE et non l'inverse.

L'étude géotechnique réalisée a permis de constater que les talus de la RD958 sont stables au droit de la carrière.

Enfin l'exploitant a demandé à son cabinet de géomètre expert, en plus du bornage, de réaliser une division cadastrale qui lui permettra la rétrocession de ces portions de voies.

L'exploitant a présenté à l'inspection le jour de la visite le point d'avancement de cette rétrocession (7 parcelles font l'objet d'un renumérotation) pour une surface totale de 604 m<sup>2</sup>.

L'inspection rappelle que ces parcelles devront faire l'objet d'un dépôt d'un dossier de cessation d'activité accompagné des trois attestations Secur, Mémoire et Travaux.

L'exploitant a donc déféré à cet article de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et ce point peut être levé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de déposer en préfecture un dossier de cessation partielle d'activité pour ces parcelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 13 : Fronts**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 05/12/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité géotechnique de l'ouvrage

#### **Prescription contrôlée :**

La société des Carrières du Sud-Ouest, est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières en justifiant de la stabilité géotechnique de l'ouvrage et des blocs rocheux (sans cohésion) déposés sur sa partie sommitale.

#### **Constats :**

Par courrier de juin 2023, l'exploitant a communiqué à l'inspection un diagnostic géologique de stabilité des front de tailles longeant la RD958 (rapport n° PR.GFDT.22.0019 -pièce 001 du 2 mars 2023).

Ce diagnostic précise que :

- les talus de la RD958 sont stables au droit de la carrière si l'on excepte quelques aléas ponctuels de chute d'éléments rocheux qui ne remettent pas en cause la stabilité en

- grand de ces talus et la sécurité de la circulation,
- du côté de la carrière, la stabilité en grand des talus qui longent la RD958 paraît également assurée.
- des aléas ont été observés au droit de ces talus, mais ils ne remettent pas en cause leur stabilité en grand et n'ont pas d'impact sur la stabilité des talus de la RD958.

Ce diagnostic recommande à l'exploitant, pour la sécurité du personnel évoluant à proximité de ces fronts, de traiter ces aléas.

Les traitements à réaliser consisteront en :

- Le reprofilage et/ou la purge des matériaux meubles et matériaux rocheux altérés instables en crête de talus ;
- La purge des masses et écaïlles rocheuses instables identifiées.

L'exploitant indique avoir établi en suivant un plan d'action de purge des fronts et avoir commencé les travaux de purges à l'aide de la pelle du site, et commandé une prestation avec une pelle plus adaptée aux blocs en hauteur.

L'inspection n'a pas d'observation à formuler lors de la visite de terrain.

L'exploitant a donc déféré à l'arrêté de mise en demeure concernant ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite